

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

SUR SAISIE IMMOBILIERE

En un seul lot,

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis à Argenteuil (Val d'Oise) 4 à 38 place des Canuts et 3 à 39 allée Ronsard, cadastré section CN numéro 322 lieudit « 14 pl des Canuts » pour 14 a 10 ca, les lots 41 : un appartement et 314 : une cave sis 10 place des Canuts

Plus amplement désigné ci-après.

Aux requête, poursuites et diligences de :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 € ayant son siège social à PARIS 1er au 19 rue des Capucines RCS PARIS 542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

Ayant pour avocat Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre Butin- Tél.: + 33 01 34 20 15 62 - Fax + 33 01 34 20 15 60.

Lequel est constitué à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU DE

La grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Jean-Pierre BEAUCHAIS, Notaire à Argenteuil (95), en date du 16 février 2007, contenant deux prêts par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, à Monsieur Subramaniam VARATHAN et Madame Dayana KAMALASEKARAM ci-après nommés d'un montant de 105.300 € au titre du prêt principal et de 20.250 € au titre du prêt à taux 0, productif d'intérêts, enregistré.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié, a, suivant acte de la SELARL HDJ 91, Huissier de Justice à LONGJUMEAU (91), en date du 28 juillet 2017 fait signifier commandement valant saisie immobilière

à :

Monsieur Subramaniam VARATHAN, Célibataire, de nationalité Sri Lankaise, né le 19/09/1973 à Pungudutivu (Sri Lanka), domicilié 39 domaine du Château - 91380 CHILLY MAZARIN

Madame Dayana KAMALASEKARAM, Célibataire, de nationalité Sri Lankaise, née le 31/03/1980 à Jaffna (Sri Lanka), domiciliée 39 domaine du Château - 91380 CHILLY MAZARIN

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué sus dénommé et domicilié.

- la somme de 82.869,61 € au titre du prêt principal et 17.678,56 € au titre du prêt à taux 0 montant des sommes dues valeur au 30 novembre 2016 selon décomptes joints
- les intérêts postérieurs au 30 novembre 2016 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux variable comme indiqué à l'acte de prêt actuellement de 3,80 % l'an au titre du prêt principal et de 0% l'an au titre du prêt à taux 0

Les intérêts moratoires seront calculés au taux variable comme indiqué à l'acte de prêt actuellement de 3,80 % l'an au titre du prêt principal et de 0% l'an au titre du prêt à taux 0

dus en vertu de l'acte notarié susvisé.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du Service de la Publicité Foncière de Cergy Pontoise 4ème Bureau pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de Cergy Pontoise 4ème Bureau en date du 22 septembre 2017 sous la référence volume 2017 S numéro 68.

L'assignation à comparaître aux débiteurs et créanciers inscrits a été délivrée pour l'audience d'orientation du 9 janvier 2018 à 14 heures 00 par actes de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU, et de Maître François LIEURADE, Huissier de Justice à l'Isle Adam (95)



CRÉDIT FONCIER

DECOMPTE EXIGIBILITE - TJS

Dossier : **VARATHAN**
Crédit N° : **1 317 420**
Suivi par : **U02102/A9826633**
Ce document n'est pas un justificatif fiscal

DECOMPTE AU **30/11/2016**

			Intérêts et Accessoires	Principal
- CAPITAL RESTANT DU AU	06/10/2016			71 208,91 €
- Solde débiteur au	06/10/2016		5 794,34 €	
Sous total I	06/10/2016		5 794,34 €	71 208,91 €
SOMME DUE A LA DATE D'EXIGIBILITE	06/10/2016			77 003,25 €
- Indemnité d'exigibilité 7%		sur	77 003,25	5 390,23 €
- Cotisations d'assurance	nov-16 35,20	à x	nov-16 1	35,20 €
- Intérêts contractuels au taux de 07/10/2016 au 30/11/2016	3,8000%	sur	77 003,25	440,93 €
	<i>Intérêts journaliers</i>			
				8,02 €
Frais de procédure				
			POUR MÉMOIRE	
Sous total II			5 866,36 €	77 003,25 €
TOTAL AU 30/11/2016				82 869,61 €
(sous réserve des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)				

DECOMPTE EXIGIBILITE - PTZ

Dossier : **VARATHAN**
 Crédit N° : **1 317 419**
 Suivi par : **U02102/A9826633**
 Ce document n'est pas un justificatif fiscal

DECOMPTE AU **30/11/2016**

				Intérêts et Accessoires	Principal
- CAPITAL RESTANT DU AU	06/10/2016				17 554,40 €
- Solde débiteur au	06/10/2016			118,08 €	
Sous total I	06/10/2016			118,08 €	17 554,40 €
SOMME DUE A LA DATE D'EXIGIBILITE	06/10/2016				17 672,48 €
- Indemnité d'exigibilité	0,00%	sur	17 672,48	0,00 €	
- Cotisations d'assurance	nov-16 6,08	à x	nov-16 1	6,08 €	
- Intérêts contractuels au taux de	0,0000%	sur	17 672,48	0,00 €	
07/10/2016 au 30/11/2016	-	53 jour(s)		0,00 €	
	<i>intérêts journaliers</i>			0,00 €	
Frais de procédure				0,00 €	
Sous total II				6,08 €	17 672,48 €
TOTAL AU 30/11/2016			17 678,56 €		
(sous réserve des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)					

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé.

COMMUNE D'ARGENTEUIL (VAL D'OISE)

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis 4 à 38 place des Canuts et 3 à 39 allée Ronsard, cadastré section CN numéro 322 lieudit « 14 pl des Canuts » pour 14 a 10 ca, ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 20 juin 1969 volume 7144 numéro 2, modifié par actes publiés les 20 juin 1969 volume 7145 numéro 1 et 20 juin 2010 volume 2010 P numéro 2782, portant sur les lots suivants sis 10 place des Canuts :

- LOT NUMERO QUARANTE ET UN (41) : escalier D, au premier étage, première porte à gauche en sortant de l'escalier, un appartement comprenant entrée, séjour avec balcon, cuisine, wc, deux chambres, salle de bains, dégagement, réduit, d'une superficie de 68 m² selon le bail en cours et de 65,45 m² selon l'acte d'acquisition, ainsi que les 36/3590èmes des parties communes générales ;
- LOT NUMERO TROIS CENT QUATORZE (314) : escalier D, au rez-de-chaussée, une cave portant le numéro 41, ainsi que les 1/3590èmes des parties communes générales

ayant fait l'objet d'un procès-verbal de description et d'occupation établi par Maître François LIEURADE, Huissier de Justice à l'Isle Adam (95) en date du 18 septembre 2017 ci-après annexé,

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Maître François LIEURADE

Huissiers de Justice Associé à la

SELARL LIEURADE

Tél. : 01.34.69.00.42

Fax : 01.34.69.17.31

Email : francois.lieurade@huissier-justice.fr

Etude principale
18 rue Parmentier
95200 SARCELLES

Etude annexe
3 bis avenue de Paris
95290 L'ISLE ADAM

PROCES VERBAL DE CONSTAT DE DESCRIPTION SUR SAISIE IMMOBILIERE



Constat du 18 septembre 2017
Page 1 sur 8



PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE DIX SEPT
ET LE DIX-HUIT SEPTEMBRE

A LA REQUETE DE :

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE SA au capital de 1.331.400.718,80 €, ayant son siège social à Paris 1^{er} au 19, rue des Capucines RCS Paris 542.029.848,

agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux, domiciliés en cette qualité audit siège.

Ayant pour avocat Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant 29 rue Pierre Butin à PONTOISE (95300) – Tél + 33 01 34 20 15 62 – Fax + 33 01 34 20 15 60, lequel est constitué et occupera sur les poursuites d'expropriation devant le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE et ses suites,

AGISSANT EN VERTU :

D'un commandement de payer valant saisie immobilière avec sommation signifié par acte en date du 28 Juillet 2017 dont copie est donnée en annexe des présentes.

LEQUEL EN APPLICATION DE LA LOI M'AUTORISE A L'EFFET DE :

Procéder à la description d'un appartement sis à Argenteuil (Val d'Oise) 10 Place des Canuts, et portant sur les lots 41 et 314, dont sont propriétaires Monsieur Subramaniam VARATHAN et Madame Dayana KAMALASEKARAM, ainsi qu'il est plus amplement décrit audit commandement.

**Je, François LIEURADE huissier de justice associé de la SELARL François LIEURADE titulaire
d'un office d'huissier de justice
95200 SARCELLES 18 rue Parmentier, soussigné,**

Me suis transporté ce jour à Argenteuil (Val d'Oise) 10 Place des Canuts, escalier unique au 1^{er} étage, porte gauche, à droite en sortant de l'escalier.

Où étant sur place à 10 heures 30, j'ai constaté ce qui suit :



CONSTATATIONS

Au moment où j'allais procéder à l'ouverture forcée des lieux, Monsieur EL GHARCHI, père de Monsieur Rafik EL GHARCHI se présente, m'invitant à pénétrer dans les lieux après que je lui eus attesté de mes qualités et identités par la présentation de ma carte professionnelle.

Après lui avoir indiqué l'objet de ma mission, il me déclare ne voir aucune objection à son bon déroulement et me précise que les lieux sont occupés par son fils, son épouse et leurs enfants, en vertu d'un bail sous seings privés en date du 01/12/2016, à compter du 01/12/2016, moyennant un loyer mensuel hors charges de 950,00 €, dont il me présente copie.

Les lieux consistent en :

- ⇒ Un appartement (lot n°41 du RCP) comprenant une entrée, une salle de séjour et une cuisine ouvrant sur un balcon, un WC, un dégagement, deux chambres, un réduit, une salle de bains.
- ⇒ Une cave (lot n°314 du RCP) au rez de chaussée, portant le n°41.

L'immeuble dont la construction date de la fin des années 1960 présente des façades en parfait état, ayant fait l'objet d'une rénovation.

L'ensemble des menuiseries extérieures des portes et fenêtres sont en parfait état.





Les coordonnées du syndic de l'immeuble sont les suivantes :

Foncia Dupont Delal
9 r Paul Vaillant Couturier
95100 ARGENTEUIL

Constat du 18 septembre 2017
Page 4 sur 8



Les lieux sont distribués comme suit :

La porte d'entrée qui permet d'y accéder est en bon état.

Elle ouvre sur :

Un dégagement d'entrée :

Les dalles plastiques recouvrant le sol sont en bon état.

Les peintures des murs et du plafond sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Une installation d'interphone ;
- Un point lumineux.

Une salle de séjour en partie gauche dans l'entrée :

Les dalles plastiques recouvrant le sol sont en bon état.

Les peintures des murs et du plafond sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Une fenêtre à châssis PVC à double vitrage ouvrant sur un balcon.
- Une baie vitrée à châssis PVC à double vitrage ouvrant sur un balcon.



La cuisine en partie face gauche dans l'entrée:

Le carrelage recouvrant le sol est en bon état.

Les faïences et peintures des murs sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Un évier en inox intégré dans un meuble bas ;
- Un point lumineux ;
- Une baie vitrée à châssis PVC à double vitrage ouvrant sur le balcon.



Les WC dans l'entrée :

Le carrelage recouvrant le sol et les murs est en bon état.

Les peintures sont en bon état.

L'équipement comprend :

- Une cuvette WC.

Un dégagement vers la droite :

Les dalles plastiques recouvrant le sol sont en bon état.

Les peintures des murs et du plafond sont en bon état.

La salle d'eau :

Le carrelage recouvrant le sol est en bon état.

Le carrelage des murs et les peintures sont également en bon état.

L'équipement comprend :

- Une baignoire;
- Un point lumineux central ;
- Un lavabo.



Le réduit dans le dégagement :

Le parquet latté recouvrant le sol est usagé.

Les peintures des murs et du plafond sont usagées.

La première chambre face gauche dans le dégagement :

Le parquet latté recouvrant le sol est en bon état.

Les papiers peints et peintures des murs et du plafond sont à l'état d'usage.

L'équipement comprend :

- Une fenêtre à châssis PVC à double vitrage.



La deuxième chambre face droite dans le dégagement :

Le parquet latté recouvrant le sol est en bon état.

Les papiers peints et peintures des murs et du plafond sont à l'état d'usage.

L'équipement comprend :

- Une fenêtre à châssis PVC à double vitrage.

L'ensemble des lieux est chauffé par le chauffage collectif.

La surface des lieux déclarée au bail est de 68.00 m².

La surface Loi carrez de l'appartement sus-décrit est de 65.45 m² au vu des titres, les lieux n'ayant pas subis de modification de distribution depuis leur précédente mutation.

***EN FOI DE QUOI, J'AI DRESSE LE PRESENT PROCES VERBAL DE
CONSTAT POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.***



Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

ORIGINE DE PROPRIETE

Lesdits biens appartenant à Monsieur Subramaniyam VARATHAN et Madame Dayana KAMALASEKARAM suivant acte en date du 16 février 2007 publié le 21 mars 2007 sous la référence volume 2007 P numéro 1334 pour l'avoir acquis de Monsieur Stéphane Michel Claude VIGNOT né le 21 février 1967 à Le Plessis Trevisé (94) et Madame Nora BENCHEIKH née le 10 avril 1967 à Paris 12ème.

SAISIE IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a une surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R. 322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près le Tribunal devant lequel la vente est poursuivie, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains du séquestre désigné, après le jugement constatant la vente. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuites, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1^{er} RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

36 000,00 € - trente-six mille euros

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 - Fax 01 34 20 15 60
Toque 6

Vente VARATHAN / KAMALASEKARAM
Audience d'Orientation 9 janvier 2018

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AUX DEBITEURS

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois novembre

par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE, a comparu, Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29, rue Pierre Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'assignation délivrée aux débiteurs afin de comparaître à l'audience d'orientation délivrée par acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91) en date des 20 et 21 novembre 2017,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 - Fax 01 34 20 15 60
Toque 8

EXPEDITION

SELARL HDJ 91 - huissier de justice
Mo BADUPLÉ - FAUCHÈRE - LECOMTE
8 boulevard de Bretagne - 91104 LONGJumeau CEDEX
Tél. : 01 64 48 81 82 - Fax : 01 69 09 87 07

**ASSIGNATION DU DEBITEUR A
COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DEVANT LE JUGE DE
L'EXECUTION DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE PONTOISE**

L'an deux mille dix-sept, le **VINGT** ~~=====~~ **NOVEMBRE** *pour le n:1*
A la requête de : *et le* **VINGT ET UN NOVEMBRE** *pour le n:2*

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 €
ayant son siège social à PARIS 1er au 19 rue des Capucines RCS PARIS
542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal
domicilié en cette qualité audit siège

Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en
cette qualité audit siège.

Elisant domicilié chez Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat
au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre
Butin, lequel est constitué et occupera sur les poursuites d'expropriation
devant le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE et ses suites,

J'ai Je, Ronan LECOMTE, huissier de justice associé
de la SELARL HDJ 91 - huissier de justice
de justice à la rue de la Justice (91160),
8 boulevard de Bretagne, soussigné

donné assignation à :

Monsieur Subramaniam VARATHAN, Célibataire, de nationalité Sri
Lankaise, né le 19/09/1973 à Pungudutivu (Sri Lanka), domicilié 39 domaine
du Château - 91380 CHILLY MAZARIN

Où étant et parlant à : *l'adresse en fin d'acte*

Madame Dayana KAMALASEKARAM, Célibataire, de nationalité Sri
Lankaise, née le 31/03/1980 à Jaffna (Sri Lanka), domiciliée 39 domaine du
Château - 91380 CHILLY MAZARIN

Où étant et parlant à :

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 75 62 - Fax 01 34 20 75 60
Trous 6

A comparaître devant Madame le Juge de l'exécution près le Tribunal de Grande Instance de Pontoise à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie immobilière en date du 28 juillet 2017 publié en date du 22 septembre 2017 au Service de la Publicité Foncière de Cergy 4ème bureau volume 2017 S numéro 68, de votre immeuble ci-après désigné :

COMMUNE D'ARGENTEUIL (VAL D'OISE)

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis 4 à 38 place des Canuts et 3 à 39 allée Ronsard, cadastré section CN numéro 322 lieudit « 14 pl des Canuts » pour 14 a 10 ca, ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 20 juin 1969 volume 7144 numéro 2, modifié par actes publiés les 20 juin 1969 volume 7145 numéro 1 et 20 juin 2010 volume 2010 P numéro 2762, portant sur les lots suivants sis 10 place des Canuts :

- LOT NUMERO QUARANTE ET UN (41) : escalier D, au premier étage, première porte à gauche en sortant de l'escalier, un appartement comprenant entrée, séjour avec balcon, cuisine, deux chambres, salle de bains, dégagement avec placard, cellier, ainsi que les 36/3590èmes des parties communes générales ;
- LOT NUMERO TROIS CENT QUATORZE (314) : escalier D, au rez-de-chaussée, une cave portant le numéro 41, ainsi que les 1/3590èmes des parties communes générales

L'audience d'orientation est fixée au Tribunal de Grande Instance de Pontoise créans 3 rue Victor Hugo - 95302 PONTOISE CEDEX, salle des dites audiences le mardi 9 janvier 2018 à 14 heures 00.

TRES IMPORTANT

Vous pouvez vous présenter seul ; vous pouvez aussi vous faire assister ou représenter par un Avocat au Barreau du Val d'Oise. A défaut d'être présents ou représentés par un Avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier poursuivant.

A peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution par conclusions d'avocat, au plus tard lors de l'audience.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

A défaut de comparaitre, vous vous exposez à ce qu'une décision soit rendue à votre endroit sur les seuls arguments fournis par le créancier.

Et à même requête et élection de domicile, JE VOUS FAIS SOMMATION DE :

Prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente, qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution où il sera déposé 5 jours ouvrables au plus tard après l'assignation, ou au cabinet de l'Avocat du créancier poursuivant.

La mise à prix fixée dans le cahier des conditions de vente est de : **36 000,00 € - trente-six mille euros**

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au Juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Rappel des dispositions de l'article R. 322-16 et R. 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

Article R. 322-16 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L. 721-4 du Code de la Consommation, dans les conditions prévues à l'article R. 721-5 de ce Code. »

Article R. 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation. »

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la Loi numéro 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et son décret d'application numéro 91-1266 du 19 décembre 1991.

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE détient une créance sur Monsieur Subramaniam VARATHAN et Madame Dayana KAMALASEKARAM, d'un montant de 82.869,61 € au titre du prêt principal et de 17.678,56 € au titre du prêt à taux 0, valeur au 30 novembre 2016, outre les intérêts postérieurs au taux variable comme indiqué à l'acte de prêt actuellement de 3,80 % l'an au titre du prêt principal et de 0 % l'an au titre du prêt à taux 0, jusqu'à parfait paiement.

Ainsi qu'il ressort de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Jean-Pierre BEAUCHAIS, Notaire à Argenteuil (95), en date du 16 février 2007, contenant deux prêts par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, au profit de Monsieur Subramaniam VARATHAN et Madame Dayana KAMALASEKARAM.

Le commandement de payer valant saisie Immobilière précité s'est avéré vain.

C'est la raison pour laquelle le requérant s'est trouvé contraint d'attraire ses débiteurs à une audience d'orientation conformément aux dispositions de l'article R. 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution aux termes duquel :

« Dans les deux mois qui suivent la publication au fichier immobilier du commandement de payer valant saisie, le créancier poursuivant assigne le débiteur saisi à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation. »

« L'assignation est délivrée dans un délai compris entre un et trois mois avant la date d'audience. »

Cette audience d'orientation permettra de constater la nécessité et la régularité de la saisie engagée, de statuer sur d'éventuelles contestations et demandes incidentes, de déterminer les modalités de la vente et de définir le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais et intérêts et autres accessoires.

Il conviendra également à cette audience, si la vente forcée du bien est ordonnée, que soient fixées les modalités de visite de l'immeuble, en application de l'article R 322-26 alinéa 2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution précité selon lequel :

« Le juge détermine les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant ».

Ces visites devront pouvoir intervenir avec le concours de Maître François LIEURADE - Huissier de Justice à SARCELLES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à Madame le Juge de l'exécution du Tribunal de Grande Instance de Pontoise de :

Vu les articles L 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Vu les articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Dire et juger valable la saisie initiée,

Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes,

Fixer le montant de la créance du poursuivant à la somme précisée au commandement de payer, outre les intérêts au taux moratoire indiqué jusqu'à parfait paiement,

Déterminer les modalités de la vente,

Fixer les modalités de visite de l'immeuble saisi, dans le cas où la vente forcée de celui-ci serait ordonnée, en autorisant l'intervention de Maître François LIEURADE - Huissier de Justice à SARCELLES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente,

Dire que les dépens consisteront en frais privilégiés de vente.

LISTE DES PIÈCES :

- Acte de prêt du 16 février 2007
- Lettres recommandées avec accusé de réception en date du 23 août 2016
- Commandement de payer valant saisie immobilière en date du 28 juillet 2017
- États sur publication du commandement de payer valant saisie immobilière
- Procès-verbal de description de Maître François LIEURADE, Huissier de Justice, en date du 18 septembre 2017

SELARL HDJ 91 – huissier de justice

N. BADUFE, P. FAUCHERE, R. LECOMTE, huissiers de justice associés – M. MANCEAU, huissier de justice salarié

1704270

Acte : 304286

MODALITES DE REMISE DE L'ACTE – DEPOSE A L'ETUDE

le vingt Novembre deux-mille-dix-sept
nature de l'acte : une ASSIGNATION ORIENTATION JEX

Pour **Monsieur VARATHAN Subramaniyam** demeurant **39 domaine du Château 91380 CHILLY MAZARIN,**

N'ayant pu, lors de mon passage, avoir de précisions suffisantes sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

Le domicile étant certain ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes :

- ✓ Le nom est inscrit sur interphone.
- ✓ Le nom est inscrit sur boîte aux lettres.

Circonstances rendant impossible la signification à personne :
L'intéressé est absent.

La signification à destinataire s'avérant impossible, et en l'absence de toute personne présente au domicile capable ou acceptant de recevoir l'acte, copie de l'acte a été déposée par Clerc assermenté sous enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre mon sceau apposé sur la fermeture du pli, en notre Etude.

Conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile, un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 a été laissé ce jour à l'adresse du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification a été adressée dans le délai prévu par la loi.

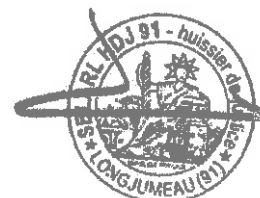
Le présent acte est soumis à taxe fiscale.

Le présent acte comporte 4 feuilles sur la copie à la copie.

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'huissier de Justice.

COUT DE L'ACTE	
Emolument	53,62
SCT	7,67
<hr/>	
H.T.	61,29
Tva 20,00%	12,26
Taxe R444-3	14,89
Timbres	2,66
<hr/>	
Coût de l'acte	91,12

Ronan LECOMTE, huissier de justice associé



SELARL HDJ 91 – huissier de justice

N. BADUFILE, P. FAUCHÈRE, R. LECOMTE, huissiers de justice associés – M. MANCÉAU, huissier de justice salarié

1704270

Acte : 301286

MODALITES DE REMISE DE L'ACTE – DEPOSE A L'ETUDE

le vingt-et-un Novembre deux-mille-dix-sept
nature de l'acte : une ASSIGNATION ORIENTATION JEX

Pour **Madame KAMALASEKARAM Dayana** demeurant **39 domaine du Château 91380 CHILLY MAZARIN,**

N'ayant pu, lors de mon passage, avoir de précisions suffisantes sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

Le domicile étant certain ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes :

Le frère de la requise (AD) a confirmé le domicile par téléphone au 01 69 41 13 36
Circonstances rendant impossible la signification à personne :
L'intéressé est absent.

La signification à destinataire s'avérant impossible, et en l'absence de toute personne présente au domicile capable ou acceptant de recevoir l'acte, copie de l'acte a été déposée par Clerc assermenté sous enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre mon sceau apposé sur la fermeture du pli, en notre Etude.

Conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile, un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 a été laissé ce jour à l'adresse du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification a été adressée dans le délai prévu par la loi.

Le présent acte est soumis à taxe fiscale.

Le présent acte comporte 4 feuilles sur la copie à la copie.

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

COUT DE L'ACTE	
Emolument	53,62
SCT	7,67
H.T.	61,29
Tva 20,00%	12,26
Taxe R444-3	14,89
Timbres	2,68
Coût de l'acte	91,12

Ronan LECOMTE, huissier de justice associé



Vente VARATHAN / KAMALASEKARAM
Audience d'Orientation 9 janvier 2018

**DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois novembre

par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE, a comparu Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29, rue Pierre Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du commandement valant saisie,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 · Fax 01 34 20 15 60
Toque 6



CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : F 2926
Déposée le : 22/09/2017
Références du dossier : S 68

Demande de renseignements ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE	IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR ⁽²⁾
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : <u>Commissément immobilier du 28 juillet 2017</u>	M. <u>BUISSON & ASSOCIES</u> Avocats <u>29 rue Pierre Budin</u> <u>95300 Pontoise</u>
Service de dépôt : <u>4ème bureau Cergy</u>	Adresse courriel ⁽³⁾ : _____ Téléphone : <u>01.34.20.15.62</u>
CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Formalité du _____ Vol. _____ N° _____	A. <u>PONTOISE</u> , le <u>21/09/2017</u> Signature

Demande principale :	=	12 €
Nombre de feuilles intercalaires :		
- nombre de personnes supplémentaires :	1 x 5 € =	5 €
- nombre d'immeubles supplémentaires :	x € =	0 €
Frais de renvoi :		2,00 €
<input type="checkbox"/> règlement joint <input checked="" type="checkbox"/> compte usager	TOTAL =	19,00 €

MODE DE PAIEMENT (à reporter sur le chèque ou le mandat)	QUITTANCE :
<input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager : _____	

PÉRIODE DE DÉLAIANCE	
- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le	- Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'auinclusivement.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

IDENTIFICATION DES PERSONNES (comme citoyen ou impatrié) (art. 17 et 18 de la loi n° 84-997 du 19/11/84 relative à l'indépendance de la presse) et des personnes morales (art. 17 de la loi n° 84-997 du 19/11/84 relative à l'indépendance de la presse)				
N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁴⁾	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	VARATHAN		Subramaniyam	19.09.1973 à Pungudutivu (Sri Lanka)
2	KAMALASEKARAM		Dayana	31.03.1980 à Jaffna (Sri Lanka)
3	VIGNOT		Stéphane Michel Claude	21.02.1967 à Le Plessis Trevisé (Val de Mame)

DESIGNATION DE BIENS (toute désignation des biens immobiliers est obligatoire) (art. 17 et 18 de la loi n° 84-997 du 19/11/84 relative à l'indépendance de la presse)				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	Argenteuil 10 place des Canuts	section CN numéro 322		41
2				314
3				
4				
5				

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

DEMANDE IRREGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) demande non signée et/ou non datée

insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles défaut de paiement

demande irrégulière en la forme autre : _____

REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁵⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :

aucune formalité.

que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint.

que les seules formalités figurant sur les _____ faces de copies de fiches ci-jointes.

le _____ ?

*Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁴⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

⁽⁵⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

Demande de renseignements n° 2017F2926
déposée le 22/09/2017, par Maître BUISSON

Réf. dossier : SAISIE VARATHAN

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CERGY-PONTOISE 4

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDII : du 01/01/1967 au 01/06/2000
[x] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 20 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDII : du 02/06/2000 au 17/07/2017 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 19 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 18/07/2017 au 22/09/2017 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CERGY-PONTOISE 4, le 25/09/2017

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Bernard ROURE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiées relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

1
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

Demande de renseignements n° 2017F2926

SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121		SECTION : C.N. N° du PLAN : 1121	
COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A		COMUNE : A	
I - FONCIERS		II - MUTATIONS		III - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES		IV - LIQUIDATION		V - LIQUIDATION		VI - LIQUIDATION		VII - LIQUIDATION		VIII - LIQUIDATION		IX - LIQUIDATION		X - LIQUIDATION		XI - LIQUIDATION	
N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé	N°	Relevé
1	Ride C. Alcazar	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969	1	30 JUN 1969
2	15 Jago	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969	2	30 JUN 1969
3	25 Jago	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969	3	30 JUN 1969
4	30 Jago	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969	4	30 JUN 1969
5	35 Jago	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969	5	30 JUN 1969
6	40 Jago	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969	6	30 JUN 1969
7	45 Jago	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969	7	30 JUN 1969
8	50 Jago	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969	8	30 JUN 1969
9	55 Jago	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969	9	30 JUN 1969
10	60 Jago	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969	10	30 JUN 1969
11	65 Jago	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969	11	30 JUN 1969
12	70 Jago	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969	12	30 JUN 1969
13	75 Jago	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969	13	30 JUN 1969
14	80 Jago	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969	14	30 JUN 1969
15	85 Jago	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969	15	30 JUN 1969
16	90 Jago	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969	16	30 JUN 1969
17	95 Jago	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969	17	30 JUN 1969
18	100 Jago	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969	18	30 JUN 1969
19	105 Jago	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969	19	30 JUN 1969
20	110 Jago	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969	20	30 JUN 1969
21	115 Jago	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969	21	30 JUN 1969
22	120 Jago	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969	22	30 JUN 1969

D - LOTISSEMENT Obligations des lots en règlement (Suite)											
N°	N° de lot	N° de bâtiment	N° de étage	N° de plan	N° de nature du lot	N° de surface	N° de superficie cadastrale	A - ROTATIONS SERVICES ACTIFS (Suite)		B - CHARGES PASSIVES ET HYPOTHÈQUES (Suite)	
								Date, nombre et nature des formalités	Observations	Date, nombre et nature des formalités	Observations
23	8	SA	Alcôve			10,4 EP					
24	8	SA	Alcôve			10,4 EP					
25	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
26	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
27	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
28	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
29	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
30	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
31	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
32	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
33	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
34	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
35	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
36	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
37	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
38	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
39	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
40	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
41	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
42	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
43	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
44	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
45	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
46	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
47	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
48	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
49	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
50	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
51	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
52	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
53	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
54	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
55	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
56	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
57	8	SA	Alcôve			11,1 EP					
58	8	SA	Alcôve			11,1 EP					

2.0000058494.000.R

SECTION : P.N. N° du PLAN : 124
RUE : TOURNE DERRIERE
Commune : MONTREUIL

AN 16 (ID - FORMAIRES CONCERNANT L'IMMATRICULATION)

11 bis Montigny

I - DENOMINATION DE JOURNAUX		A - MUTATIONS		SERVICES ACTIVES		B - CHARGES, PRIYULORS ET IPTOTREOUS	
Numero	Matricule	Dates, nombres et nature des formalites	Observations	Dates, nombres et nature des formalites	Observations	Immatriculation	Observation
II - LOYERS ET DEDUCTIONS DE LOYERS							
Numero	Matricule	Recher	Recher	Recher	Recher	Recher	Recher
56	56	1000	1000	1000	1000	1000	1000
57	57	1000	1000	1000	1000	1000	1000
58	58	1000	1000	1000	1000	1000	1000
59	59	1000	1000	1000	1000	1000	1000
60	60	1000	1000	1000	1000	1000	1000
61	61	1000	1000	1000	1000	1000	1000
62	62	1000	1000	1000	1000	1000	1000
63	63	1000	1000	1000	1000	1000	1000
64	64	1000	1000	1000	1000	1000	1000
65	65	1000	1000	1000	1000	1000	1000
66	66	1000	1000	1000	1000	1000	1000
67	67	1000	1000	1000	1000	1000	1000
68	68	1000	1000	1000	1000	1000	1000
69	69	1000	1000	1000	1000	1000	1000
70	70	1000	1000	1000	1000	1000	1000
71	71	1000	1000	1000	1000	1000	1000
72	72	1000	1000	1000	1000	1000	1000
73	73	1000	1000	1000	1000	1000	1000
74	74	1000	1000	1000	1000	1000	1000
75	75	1000	1000	1000	1000	1000	1000
76	76	1000	1000	1000	1000	1000	1000
77	77	1000	1000	1000	1000	1000	1000
78	78	1000	1000	1000	1000	1000	1000
79	79	1000	1000	1000	1000	1000	1000
80	80	1000	1000	1000	1000	1000	1000

II - L'ETAT DES BIENS (Dépendant du lot ou opération) (Suite)															
1	2	3	4	5	6	A - MUTATIONS SUBSTITUES ACTIVES (Suite)				B - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)					
						7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Numero	Bâtiment	Famille	Etage	Nombre de pièces de nature de lot	Année de construction	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
48															
49															
50															
51															
52															
53															
54															
55															
56															
57															
58															
59															
60															
61															
62															
63															
64															
65															
66															
67															
68															
69															
70															
71															
72															
73															
74															
75															
76															
77															
78															
79															
80															
81															
82															
83															
84															
85															
86															
87															
88															
89															
90															
91															
92															
93															
94															
95															
96															
97															
98															
99															
100															
101															
102															
103															
104															
105															
106															
107															
108															
109															
110															

ET, 199

2.000058495.000 R

ARGENTEUIL
1 - DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

SECTION : CN N° du PLAN : 41
94 EN 218 - NOMINATIFS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ

TOURNE DERRIERE lot 240
CHAMPIGNONNIERS 11 de Mouligny

2 - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

I - DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE		II - EXTENSION (Délimitation des lots et appartements)		A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES	
1	2	3	4	5	6	7	8
Mètres	Régime	Relevé de plan parcellaire	Etat	Relevé de plan parcellaire	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Dates, numéros et nature des formalités
1	2	3	4	5	6	7	8
144	511	11	4	11			
145	511	11	4	11			
146	511	11	4	11			
147	511	11	4	11			
148	511	11	4	11			
149	511	11	4	11			
150	511	11	4	11			
151	511	11	4	11			
152	511	11	4	11			
153	511	11	4	11			
154	511	11	4	11			
155	511	11	4	11			
156	511	11	4	11			
157	511	11	4	11			
158	511	11	4	11			
159	511	11	4	11			
160	511	11	4	11			
161	511	11	4	11			
162	511	11	4	11			
163	511	11	4	11			
164	511	11	4	11			
165	511	11	4	11			
166	511	11	4	11			
167	511	11	4	11			
168	511	11	4	11			
169	511	11	4	11			
170	511	11	4	11			
171	511	11	4	11			
172	511	11	4	11			
173	511	11	4	11			
174	511	11	4	11			
175	511	11	4	11			
176	511	11	4	11			
177	511	11	4	11			
178	511	11	4	11			
179	511	11	4	11			
180	511	11	4	11			
181	511	11	4	11			
182	511	11	4	11			
183	511	11	4	11			
184	511	11	4	11			
185	511	11	4	11			
186	511	11	4	11			
187	511	11	4	11			
188	511	11	4	11			
189	511	11	4	11			
190	511	11	4	11			
191	511	11	4	11			
192	511	11	4	11			
193	511	11	4	11			
194	511	11	4	11			
195	511	11	4	11			
196	511	11	4	11			
197	511	11	4	11			
198	511	11	4	11			
199	511	11	4	11			
200	511	11	4	11			

II - LOTISSEMENT (Département des lots ou appartements) (Régie)						A - MOTIVATIONS (SERVICES ACTIFS (SUA))		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (SUA)	
N°	Numéro	Bâtiment	Escalier	Etage	Nombre de pièces par lot ou nombre de lots	Superficie	Immeuble isolé ou non	Immeuble isolé ou non	Observation
433									
434									
435									
436									
437									
438									
439									
440									
441									
442									
443									
444									
445									
446									
447									
448									
449									
450									
451									
452									
453									
454									
455									
456									
457									
458									
459									
460									
461									
462									
463									
464									
465									

ZH:RBP

2 0000058496 000 R

COMMOINE : **ARGENTIEUX** SECTION : **CN N° du PLAN : 1121 RUE TOURNE DERRIERE lot 210**
 1 - DISTRIBUATION DE TERRAINS 2 - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492 1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506 1507 1508 1509 1510 1511 1512 1513 1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520 1521 1522 1523 1524 1525 1526 1527 1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534 1535 1536 1537 1538 1539 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550 1551 1552 1553 1554 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591 1592 1593 1594 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653 1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667 1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681 1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695 1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709 1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758 1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772 1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816 1817 1818 1819 1820 1821 1822 1823 1824 1825 1826 1827 1828 1829 1830 1831 1832 1833 1834 1835 1836 1837 1838 1839 1840 1841 1842 1843 1844 1845 1846 1847 1848 1849 1850 1851 1852 1853 1854 1855 1856 1857 1858 1859 1860 1861 1862 1863 1864 1865 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910 1911 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 264

II - LORSQU'EST OBSERVÉ UN HAUT MONTAGE (Sérial)									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Numéro	Bâtiment	Escalier	Etage	Nombre de pièces de bois	Observations	Remarques complémentaires	Remarques	Observations	Observations
108			3c	10					
109			3c	10					
110			3c	10					
111			3c	10					
112			3c	10					
113			3c	10					
114			3c	10					
115			3c	10					
116			3c	10					
117			3c	10					
118			3c	10					
119			3c	10					
120			3c	10					
121			3c	10					
122			3c	10					
123			3c	10					
124			3c	10					
125			3c	10					
126			3c	10					
127			3c	10					
128			3c	10					
129			3c	10					
130			3c	10					

17-1893

2.0000058497.000.R

ARGENTEUIL
 SECTION : C.N. N° du PLAN : 4121
 1 - DÉMARCHES DE LIQUIDATION
 2 - MUTATIONS
 3 - CHANGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES
 4 - DÉBTS, NUMÉROS ET NATURE DES FORMALITÉS
 5 - OBSERVATIONS
 6 - DÉBTS, NUMÉROS ET NATURE DES FORMALITÉS
 7 - OBSERVATIONS

I - LIQUIDATION		II - MUTATIONS		III - CHANGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES		IV - DÉBTS, NUMÉROS ET NATURE DES FORMALITÉS		V - OBSERVATIONS	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Numéro	Matr. Imp.	Matr. Imp.	Matr. Imp.	Matr. Imp.	Matr. Imp.	Matr. Imp.	Matr. Imp.	Matr. Imp.	Matr. Imp.
222	111	111	111	111	111	111	111	111	111
223	112	112	112	112	112	112	112	112	112
224	113	113	113	113	113	113	113	113	113
225	114	114	114	114	114	114	114	114	114
226	115	115	115	115	115	115	115	115	115
227	116	116	116	116	116	116	116	116	116
228	117	117	117	117	117	117	117	117	117
229	118	118	118	118	118	118	118	118	118
230	119	119	119	119	119	119	119	119	119
231	120	120	120	120	120	120	120	120	120
232	121	121	121	121	121	121	121	121	121
233	122	122	122	122	122	122	122	122	122
234	123	123	123	123	123	123	123	123	123
235	124	124	124	124	124	124	124	124	124
236	125	125	125	125	125	125	125	125	125
237	126	126	126	126	126	126	126	126	126
238	127	127	127	127	127	127	127	127	127
239	128	128	128	128	128	128	128	128	128
240	129	129	129	129	129	129	129	129	129
241	130	130	130	130	130	130	130	130	130
242	131	131	131	131	131	131	131	131	131
243	132	132	132	132	132	132	132	132	132
244	133	133	133	133	133	133	133	133	133
245	134	134	134	134	134	134	134	134	134
246	135	135	135	135	135	135	135	135	135
247	136	136	136	136	136	136	136	136	136
248	137	137	137	137	137	137	137	137	137
249	138	138	138	138	138	138	138	138	138
250	139	139	139	139	139	139	139	139	139
251	140	140	140	140	140	140	140	140	140
252	141	141	141	141	141	141	141	141	141
253	142	142	142	142	142	142	142	142	142
254	143	143	143	143	143	143	143	143	143
255	144	144	144	144	144	144	144	144	144
256	145	145	145	145	145	145	145	145	145
257	146	146	146	146	146	146	146	146	146
258	147	147	147	147	147	147	147	147	147
259	148	148	148	148	148	148	148	148	148
260	149	149	149	149	149	149	149	149	149
261	150	150	150	150	150	150	150	150	150
262	151	151	151	151	151	151	151	151	151
263	152	152	152	152	152	152	152	152	152
264	153	153	153	153	153	153	153	153	153
265	154	154	154	154	154	154	154	154	154
266	155	155	155	155	155	155	155	155	155
267	156	156	156	156	156	156	156	156	156
268	157	157	157	157	157	157	157	157	157
269	158	158	158	158	158	158	158	158	158
270	159	159	159	159	159	159	159	159	159
271	160	160	160	160	160	160	160	160	160
272	161	161	161	161	161	161	161	161	161
273	162	162	162	162	162	162	162	162	162
274	163	163	163	163	163	163	163	163	163
275	164	164	164	164	164	164	164	164	164
276	165	165	165	165	165	165	165	165	165
277	166	166	166	166	166	166	166	166	166
278	167	167	167	167	167	167	167	167	167
279	168	168	168	168	168	168	168	168	168
280	169	169	169	169	169	169	169	169	169
281	170	170	170	170	170	170	170	170	170
282	171	171	171	171	171	171	171	171	171
283	172	172	172	172	172	172	172	172	172
284	173	173	173	173	173	173	173	173	173
285	174	174	174	174	174	174	174	174	174
286	175	175	175	175	175	175	175	175	175
287	176	176	176	176	176	176	176	176	176
288	177	177	177	177	177	177	177	177	177
289	178	178	178	178	178	178	178	178	178
290	179	179	179	179	179	179	179	179	179
291	180	180	180	180	180	180	180	180	180
292	181	181	181	181	181	181	181	181	181
293	182	182	182	182	182	182	182	182	182
294	183	183	183	183	183	183	183	183	183
295	184	184	184	184	184	184	184	184	184
296	185	185	185	185	185	185	185	185	185
297	186	186	186	186	186	186	186	186	186
298	187	187	187	187	187	187	187	187	187
299	188	188	188	188	188	188	188	188	188
300	189	189	189	189	189	189	189	189	189

II - LOTS/RESERVES (Dépendent des lots en opération) (Suite)													
N°	N° de Bâtiment	N° Escalier	N° Etage	Nombre de lots de 50 m ² ou nature du lot	N° de lots	N° de lots	A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (Suite)			B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)			
							Immeuble (solite ou lot)	Date, nature et nature des formalités	Observations	Immeuble (solite ou lot)	Date, nature et nature des formalités	Observations	
213													
214													
215													
216													
217													
218													
219													
220													
221													
222													
223													
224													
225													
226													
227													
228													
229													
230													
231													
232													
233													
234													
235													
236													
237													
238													
239													
240													
241													
242													
243													
244													
245													
246													
247													
248													
249													
250													
251													
252													
253													
254													
255													
256													
257													
258													
259													
260													
261													
262													
263													
264													
265													
266													
267													
268													
269													
270													
271													
272													
273													
274													
275													
276													
277													
278													
279													
280													
281													
282													
283													
284													
285													
286													
287													
288													
289													
290													
291													
292													
293													
294													
295													
296													
297													
298													
299													
300													

04-1-03

SECTION : **ARGENTEUIL** SECTION : **CN N° de PLAY : 17129** **TOURNE DERRIERE** **1015240**
 I - DISPOSITIONS DES L'INDIVIDUELS I - NOTATIONS SERVITUDES ACTIVES B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 II - LEVASSISSEMENT (Dérogation des lots en appartements)
 III - FORMAIRES CONCERNANT L'IMMUEUBLE

I - DISPOSITIONS DES L'INDIVIDUELS		A - NOTATIONS		SERVITUDES ACTIVES		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES	
Inventaire scellés en 100	Observations	Inventaire scellés en 100	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Inventaire scellés en 100	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100							
II - LEVASSISSEMENT (Dérogation des lots en appartements)							
III - FORMAIRES CONCERNANT L'IMMUEUBLE							

II - LOTISSEMENT (Dépendant des lots en approuvés) (Suite)						A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (Suite)			B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Numéros	Relevés	Reculer	Etage	Nombre de pièces principales de lot	Mètres	Renseignements complémentaires	Immeuble indélébile en lots	Dates, numéros et nature des servitudes	Observations	Immeuble indélébile en lots	Dates, numéros et nature des servitudes	Observations
298	8			15	1	EP						
299				16	1	EP						
300	C			17	1	EP						
301				18	1	EP						
302				19	1	EP						
303				20	1	EP						
304				21	1	EP						
305				22	1	EP						
306				23	1	EP						
307				24	1	EP						
308				25	1	EP						
309				26	1	EP						
310				27	1	EP						
311				28	1	EP						
312				29	1	EP						
313	D			30	1	EP						
314				31	1	EP						
315				32	1	EP						
316				33	1	EP						
317				34	1	EP						
318				35	1	EP						
319				36	1	EP						
320				37	1	EP						
321				38	1	EP						
322				39	1	EP						
323				40	1	EP						
324				41	1	EP						
325	E			42	1	EP						
326				43	1	EP						
327				44	1	EP						
328				45	1	EP						
329				46	1	EP						
330				47	1	EP						

EST 03

2.000058499.000 R

1 - DENOMINATION DE L'IMMEUBLE		4 - NOTATIONS		5 - NOTATIONS		6 - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES	
SECTION : C.N. No de PLAN : 47		RUE : TOURNE DERRIERE		RUE : TOURNE DERRIERE		RUE : TOURNE DERRIERE	
COMMUNE : ARGENTEUIL		04 - CN - 16		04 - CN - 16		04 - CN - 16	
I -		II -		III -		IV -	
MONTANT		RENTES		RENTES		RENTES	
MONTANT		RENTES		RENTES		RENTES	
MONTANT		RENTES		RENTES		RENTES	
334	E.R.C. 1011	1	1	1	1		
335	E.R.C. 1012	1	1	1	1		
336	E.R.C. 1013	1	1	1	1		
337	E.R.C. 1014	1	1	1	1		
338	E.R.C. 1015	1	1	1	1		
339	E.R.C. 1016	1	1	1	1		
340	E.R.C. 1017	1	1	1	1		
341	E.R.C. 1018	1	1	1	1		
342	E.R.C. 1019	1	1	1	1		
343	E.R.C. 1020	1	1	1	1		
344	E.R.C. 1021	1	1	1	1		
345	E.R.C. 1022	1	1	1	1		
346	E.R.C. 1023	1	1	1	1		
347	E.R.C. 1024	1	1	1	1		
348	E.R.C. 1025	1	1	1	1		
349	E.R.C. 1026	1	1	1	1		
350	E.R.C. 1027	1	1	1	1		
351	E.R.C. 1028	1	1	1	1		
352	E.R.C. 1029	1	1	1	1		

II - LOTISSEMENT Obligations de lots en opération(s) (Suite)																	
N°	N° de lot	N° de plan	N° de lot	N° de lot	N° de lot	N° de lot	N° de lot	N° de lot	N° de lot	A - MITIGATIONS SERVICES ACTIVES (Suite)				B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)			
										Immeuble (détail) ou lots	Date, nature et nature des formules	Observations	Immeuble (détail) ou lots	Date, nature et nature des formules	Observations		
353	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
354	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
355	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
356	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
357	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
358	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
359	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
360	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
361	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
362	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
363	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
364	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
365	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
366	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
367	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
368	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
369	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
370	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
371	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
372	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
373	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
374	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
375	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
376	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
377	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
378	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
379	1	1	1	1	1	1	1	1	1								
380	1	1	1	1	1	1	1	1	1								

381 382

2.0000058500.000.R

I - DENONCIATION DE L'EMBAUCHE		A - MUTATIONS		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES	
Communes	Section : CA N° de PLAN : 4121	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
1	2	3	4	5	6
1	2	3	4	5	6
391					
392					
393					
394					
395					
396					
397					
398					
399					
400					
401					
402					
403					
404					
405					
406					
407					
408					
409					
410					
411					
412					
413					
414					
415					
416					
417					
418					
419					
420					
421					
422					
423					
424					
425					
426					
427					
428					
429					
430					
431					
432					
433					
434					
435					
436					
437					
438					
439					
440					
441					
442					
443					
444					
445					
446					
447					
448					
449					
450					
451					
452					
453					
454					
455					
456					
457					
458					
459					
460					
461					
462					
463					
464					
465					
466					
467					
468					
469					
470					
471					
472					
473					
474					
475					
476					
477					
478					
479					
480					
481					
482					
483					
484					
485					
486					
487					
488					
489					
490					
491					
492					
493					
494					
495					
496					
497					
498					
499					
500					

SECTION : CA N° de PLAN : 4121 RUE TOURNE DERRIERE
 COMMUNE : ARCENTEUIL
 01214

SECTION : CA N° de PLAN : 4121 RUE TOURNE DERRIERE
 COMMUNE : ARCENTEUIL
 01214

SECTION : CA N° de PLAN : 4121 RUE TOURNE DERRIERE
 COMMUNE : ARCENTEUIL
 01214

II - LOTISSEMENT (Cadastrage des lots et appartements) (Buis)														
N°	N° de bâtiment	N° de Escalier	Etage	Nombre de pièces p-à-p ou mètres de lot	Mètres	Renseignements complémentaires	A - MORTGAGES (SERVITUDES ACTIVES (SUIV))			B - CHARGES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (SUIV)				
							Immobilier	Date, nombre et nature des servitudes	Observations	Immobilier	Date, nombre et nature des privilèges	Observations		
408														
409														
410														
411														
412														
413														
414														
415														
416														
417														
418														
419														
420														
421														
422														
423														
424														
425														
426														
427														
428														
429														
430														
431														
432														
433														
434														
435														
436														
437														
438														
439														
440														

42100

II - LOTS/SECTEURS (Délimitation des lots ou approximations) (Suite)										
N°	N° de Blotement	Etage	Nombre de pièces au sol	N° de lots	N° de lots	N° de lots	N° de lots	N° de lots	N° de lots	N° de lots
143	1	RC	196	1	EP					
144	1	1	191	1	EP					
145	1	1	192	1	EP					
146	1	1	193	1	EP					
147	1	1	194	1	EP					
148	1	1	195	1	EP					
149	1	1	196	1	EP					
150	1	1	197	1	EP					
151	1	1	198	1	EP					
152	1	1	199	1	EP					
153	1	1	200	1	EP					
154	1	1	201	1	EP					
155	1	1	202	1	EP					
156	1	1	203	1	EP					
157	1	1	204	1	EP					
158	1	1	205	1	EP					
159	1	1	206	1	EP					
160	1	1	207	1	EP					
161	1	1	208	1	EP					
162	1	1	209	1	EP					
163	1	1	210	1	EP					
164	1	1	211	1	EP					
165	1	1	212	1	EP					
166	1	1	213	1	EP					
167	1	1	214	1	EP					
168	1	1	215	1	EP					
169	1	1	216	1	EP					
170	1	1	217	1	EP					
171	1	1	218	1	EP					
172	1	1	219	1	EP					
173	1	1	220	1	EP					
174	1	1	221	1	EP					
175	1	1	222	1	EP					

SST09

2.0000058502.000 R

P Q R S T U V W X Y Z
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
 A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 SECTION : **ARGENTELUI** N° du PLAN : **17121** **TOURNE DERRIERE**
 COMMUNE : **ARGENTELUI** N° du PLAN : **17121** **TOURNE DERRIERE**
 N° du PLAN : **17121** **TOURNE DERRIERE**
 N° du PLAN : **17121** **TOURNE DERRIERE**

1 - RÉPARTITION DE L'IMMUEBLE
 4 - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES
 5 - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 6 - OBSERVATIONS
 7 - OBSERVATIONS

II - LÉGISLATION (Dérogation des lois en application)

1	2	3	4	5	6	7
Numéro	Relevé	Exp.	Relevé de l'Etat	Relevé de l'Etat	Relevé de l'Etat	Relevé de l'Etat
1001						
1002						
1003						
1004						
1005						
1006						
1007						
1008						
1009						
1010						
1011						
1012						
1013						
1014						
1015						
1016						
1017						
1018						
1019						
1020						
1021						
1022						
1023						
1024						
1025						
1026						
1027						
1028						
1029						
1030						
1031						
1032						
1033						
1034						
1035						
1036						
1037						
1038						
1039						
1040						
1041						
1042						
1043						
1044						
1045						
1046						
1047						
1048						
1049						
1050						
1051						
1052						
1053						
1054						
1055						
1056						
1057						
1058						
1059						
1060						
1061						
1062						
1063						
1064						
1065						
1066						
1067						
1068						
1069						
1070						
1071						
1072						
1073						
1074						
1075						
1076						
1077						
1078						
1079						
1080						
1081						
1082						
1083						
1084						
1085						
1086						
1087						
1088						
1089						
1090						
1091						
1092						
1093						
1094						
1095						
1096						
1097						
1098						
1099						
1100						

II - LOTISSEMENT (Cadastrés de loi ou opposition) (Sala)													
N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	N°	A - MUTATIONS (SERVITUDES ACTIVES (Sala))		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Sala)	
										Annuaire valable en loi	Date, nature et nature des formalités	Observation	Annuaire valable en loi
S17	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S18	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S19	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S20	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S21	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S22	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S23	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S24	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S25	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S26	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S27	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S28	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S29	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S30	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S31	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S32	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S33	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S34	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S35	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S36	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S37	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S38	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S39	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S40	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S41	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S42	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S43	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S44	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S45	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
S46	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

EST/06

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 05/12/2001	Référence d'enlèvement : 2001S81	Date de l'acte : 26/10/2001
Nature de l'acte : COMMANDEMENT VALANT SAISIE			
Rédacteur : M HERAL Huissier / PARIS			
Domicile élu : PONTOISE CABINET DE LA SCP MALHERBE			

Disposition n° 1 de la formalité 2001S81 :

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
	SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES DE L'IMMEUBLE SIS 4 À 38 PLACE DES CANUTS, BATIMENT U. A ARGENTEUIL	
Débiteurs		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
1	BASTIAN KORALALAGE	23/12/1957
2	KARAWGODAGE	08/08/1953
Immeubles		
Débiteurs	Droits	Commune
		ARGENTEUIL
		Désignation cadastrale
		CN 121
		Volume
		Lot
		41
		314

Complément : ACTE DES 17/09, 23/10 ET 26/10/2001.

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 30/01/2002	Référence de dépôt : 2002D1056	Date de l'acte : 21/01/2002
Nature de l'acte : MENTION EN MARGE D'INSCRIPTION OU DE SAISIE de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol 2001S N° 81			
Rédacteur : M PAJOLE (Huissier) / ARGENTEUIL			
Domicile élu : PONTOISE en le SCP MALHERBE Avocat			

Disposition n° 1 de la formalité 2002D1056 :

Créanciers			
Numero	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
	ENTENNAL		
Immeubles			
Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
	ARGENTHEUIL	CN 121	
			41
			314

N° d'ordre : 3 Date de dépôt : 30/01/2002 Référence de dépôt : 2002D1057 Date de l'acte : 21/01/2002

Nature de l'acte : MENTION EN MARGE D'INSCRIPTION OU DE SAISIE de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol 2001S N° 81
 Rédacteur : M. HERAL (Huissier / PARIS)
 Domicile élu :

Disposition n° 1 de la formalité 2002D1057 :

Débiteurs			
Numero	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
1	BASTIAN KORALALAGE	23/12/1957	
2	KARAWGODAGE	08/08/1953	
Immeubles			
Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
	ARGENTHEUIL	CN 121	
			41
			314

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 08/08/2002	Référence d'enlèvement : 2002P3913	Date de l'acte : 11/04/2002
	Nature de l'acte : ADJUDICATION SUR SAISIE VOL 2001S 81		
	Rédacteur : ADM TGI DE PONTOISE / PONTOISE		

Disposition n° 1 de la formalité 2002P3913 :

Disposant, Donateur		Date de naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
1	BASTIAN KORALALAGE	23/12/1957
2	KARAWGODAGE	08/08/1953
Bénéficiaire, Donataire		Date de naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
1	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SITUÉ 4 A 38 PLACE DES CANUTS BATIMENT U ARGENTEUIL	

Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ARGENTEUIL	CN 121		41
					314

Prix / évaluation : 22.867,35 EUR

Complément : Jugement du TGI de PONTOISE du 11/04/2002 et cahier des charges du 14/01/2002.

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 08/08/2002	Référence de dépôt : 2002D8014	Date de l'acte : 11/04/2002
	Nature de l'acte : MENTION EN MARGE DE SAISIE SUITE A PV D'ADJUDICATION de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol 2001S N° 81		
	Rédacteur : ADM TGI DE PONTOISE / PONTOISE		
	Domicile élu :		

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2003P4355 :

Immeubles			
Bénéficiaires	Droits	Commune	Lot
			41
			314

Prix / évaluation : 28.870,00 EUR

N° d'ordre : 7	Date de dépôt : 17/11/2003	Référence d'enlèvement : 2003P5362	Date de l'acte : 30/09/2003
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT MENEZ / MERU		

Disposition n° 1 de la formalité 2003P5362 :

Disposant, Donateur		Date de naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
3	ECHTERNACH IMMO INVEST	
Bénéficiaire, Donataire		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	BENCHEIKH	10/04/1967
2	VIGNOT	21/02/1967

Immeubles			
Bénéficiaires	Droits	Commune	Lot
		ARGENTEUIL	
		CN 121	41
			314

Prix / évaluation : 71.650,00 EUR

N° d'ordre : 8	Date de dépôt : 17/11/2003	Référence d'enlèvement : 2003V2527	Date de l'acte : 30/09/2003
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRÊTEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT MENEZ / MERU			
Domicile élu : MERU EN L'ETUDE			

Disposition n° 1 de la formalité 2003V2527 :

Créanciers					
Numero	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC)				
Débiteurs					
Numero	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	BENCHERKH	10/04/1967			
2	VIGNOT	21/02/1967			
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ARGENTEUIL.	CN 121		41
					314

Montant Principal : 99 600,00 EUR. Accessoires : 11 920,00 EUR. Taux d'intérêt : 4,25 %
 Date extrême d'exigibilité : 10/09/2028. Date extrême d'effet : 10/09/2030.

Complément : - Intérêt au taux variable.

N° d'ordre : 9	Date de dépôt : 05/10/2005	Référence de dépôt : 2005D8940	Date de l'acte : 20/06/2005
Nature de l'acte : RADATION DE SAISIE de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol 2001S N° 81			
Rédacteur : ADM Tribunal de Grande Instance / PONTOISE			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 2005D8940 :

Créanciers		
Numero	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	SYND. DES COPRO. IMMEUBLE 4 A 38 PLACE DES CANUTS A ARGENTEUIL	

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2005D8940 :

Débiteurs		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
1	BASTIAN KORALALAGE	23/12/1957
2	KARAWGODAGE	08/08/1953

Immeubles			
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale
		ARGENTEUIL	CN 121
			Volume
			Lot
			41
			314

N° d'ordre : 10	Date de dépôt : 05/10/2005	Référence de dépôt : 2005D8941	Date de l'acte : 20/06/2005
Nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 15/01/1992 Vol 1992V N° 119			
Rédacteur : ADM Tribunal de Grande Instance / PONTOISE			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 2005D8941 :

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
	CREDIT FONCIER DE FRANCE	

Débiteurs		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
1	BASTIAN KORALALAGE	23/12/1957
2	KARAWGODAGE	08/08/1953

Immeubles			
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale
		ARGENTEUIL	CN 121
			Volume
			Lot
			41
			314

Disposition n° 1 de la formalité 2005D8941 :

N° d'ordre : 11	Date de dépôt : 05/10/2005	Référence de dépôt : 2005D8942	Date de l'acte : 20/06/2005
	Nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 11/01/1999 Vol 1999V N° 45		
	Rédacteur : ADM Tribunal de Grande Instance / PONTOISE		
	Domicile élu :		

Disposition n° 1 de la formalité 2005D8942 :

Créanciers					
Numero	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
	SYND. DES COPRO. IMMEUBLE 4 A 38 PLACE DES CANUTS A ARGENTEUIL				
Débiteurs					
Numero	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
1	BASTAN KORALALAGE		23/12/1957		
2	KARAWGODAGE		08/08/1953		
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Designation cadastrale	Volume	Lot
		ARGENTEUIL	CN 121		41 314

Complément : Le présent règlement amiable porte également radiation entière et définitive du bordereau, publié le 10/02/1999, Vol. 1999 V n° 355, en rectification de l'inscription susvisée.

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

N° d'ordre : 12	Date de dépôt : 21/03/2007	Référence d'enlèvement : 2007P1334	Date de l'acte : 16/02/2007
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT BEAUCHAIS / ARGENTEUIL			

Disposition n° 1 de la formalité 2007P1334 :

Disposant, Donateur		Date de naissance ou N° d'identité
Numéro		
1	BENCHEIKH	10/04/1967
4	VIGNOT	21/02/1967
Bénéficiaire, Donataire		
Numéro		
2	KAMALASEKARAM	31/03/1980
3	VARATHAN	19/09/1973

Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	ARGENTEUIL	CN 121		
					41
					314

DI : Droits indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TB : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 115.000,00 EUR

Complément : Les bénéficiaires 2 et 3 sont acquéreurs à concurrence de moitié indivise chacun en toute propriété

N° d'ordre : 13	Date de dépôt : 21/03/2007	Référence d'enlèvement : 2007V709	Date de l'acte : 16/02/2007
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT BEAUCHAIS / ARGENTEUIL			
Domicile élu : ARGENTEUIL EN L ETUDE			

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2007V709 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
	CRÉDIT FONCIER DE FRANCE				
Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
1	KAMALASEKARAM		31/03/1980		
2	VARATHAN		19/09/1973		
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ARGENTEUIL	CN 121		41
					314

Montant Principal : 20 250,00 EUR Accessoires : 4 050,00 EUR
 Date extrême d'exigibilité : 06/02/2028 Date extrême d'effet : 06/02/2029

Complément : Prêt à taux zéro

N° d'ordre : 14	Date de dépôt : 21/03/2007	Référence d'insaisissement : 2007V710	Date de l'acte : 16/02/2007
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS Rédacteur : NOT BEAUCHAIS / ARGENTEUIL Domicile élu : ARGENTEUIL ENL ETUDE			

Disposition n° 1 de la formalité 2007V710 :

Créanciers			
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
	CRÉDIT FONCIER DE FRANCE		
Débiteurs			
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1	KAMALASEKARAM		31/03/1980
2	VARATHAN		19/09/1973

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2007V710 :

Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ARGENTEUIL	CN 121		41 314

Montant Principal : 94.750,00 EUR Accessoires : 18.950,00 EUR Taux d'intérêt : 4,15 %
Date extrême d'exigibilité : 06/02/2037 Date extrême d'effet : 06/02/2038

N° d'ordre : 15	Date de dépôt : 17/11/2009	Référence d'enregistrement : 2009P4106	Date de l'acte : 28/10/2009
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTREN° 5233F			
Rédacteur : ADM CADASTRE CDIF / CERGY PONTOISE			

Disposition n° 1 de la formalité 2009P4106 : Division de parcelles d'assise PV N° 5233F

Immeuble Mère		Immeuble Filles					
Commune	Pfx Sect	Plan	Lot	Commune	Pfx Sect	Plan	Lot
ARGENTEUIL	CN 121			ARGENTEUIL	CN	321 à 322	

Complément : - Suite à division de la parcelle CN 121 en CN 321-CN 322, la copropriété anciennement cadastré : CN 121 est désormais cadastré : CN 321et CN 322 avec des lots numérotés : 1 à 546.

N° d'ordre : 16	Date de dépôt : 23/03/2010	Référence de dépôt : 2010D2524	Date de l'acte : 09/02/2010
Nature de l'acte : RADIATION SIMPLIFIÉE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 17/11/2003 Vol 2003V N° 2527			
Rédacteur : NOT CAHOUEY / MERU			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 2010D2524 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	CRÉANCIER IDENTIFIÉ PAR LE NOTAIRE	

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2010D2524 :

Débiteurs		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
1	BENCHERKH	10/04/1967
2	VIGNOT	21/02/1967

Immeubles			
Débiteurs	Droits	Désignation cadastrale	Volume
		CN 321 à CN 322	
			41
			314

N° d'ordre : 17	Date de dépôt : 29/06/2010	Référence d'empièvement : 2010P2782	Date de l'acte : 12/03/2010
Nature de l'acte : MODIFICATIF D'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION			
Rédacteur : NOT BOUTON-HUGUES / PANTIN			

Disposition n° 1 de la formalité 2010P2782 : SUPPRESSION DES LOTS 99 à 273 et 372 à 546

Immeuble Mère						Immeuble Filles					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ARGENTEUIL		CN	321 à 322								
					372 à 546 99 à 273						

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
ARGENTEUIL		CN	321 à 322		1	ARGENTEUIL		CN	322		1

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation							Nouvelle désignation						
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot		
					2						2		
					3						3		
					4						4		
					5						5		
					6						6		
					7						7		
					8						8		
					9						9		
					10						10		
					11						11		
					12						12		
					13						13		
					14						14		
					15						15		
					16						16		
					17						17		
					18						18		
					19						19		
					20						20		
					21						21		
					22						22		
					23						23		

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
					24						24
					25						25
					26						26
					27						27
					28						28
					29						29
					30						30
					31						31
					32						32
					33						33
					34						34
					35						35
					36						36
					37						37
					38						38
					39						39
					40						40
					41						41
					42						42
					43						43
					44						44
					45						45

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
					46						46
					47						47
					48						48
					49						49
					50						50
					51						51
					52						52
					53						53
					54						54
					55						55
					56						56
					57						57
					58						58
					59						59
					60						60
					61						61
					62						62
					63						63
					64						64
					65						65
					66						66
					67						67

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 2 de la formali   2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Prix	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Prix	Sec	Plan	Vol	Lot
					68						68
					69						69
					70						70
					71						71
					72						72
					73						73
					74						74
					75						75
					76						76
					77						77
					78						78
					79						79
					80						80
					81						81
					82						82
					83						83
					84						84
					85						85
					86						86
					87						87
					88						88
					89						89

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation					Nouvelle désignation						
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
					90						90
					91						91
					92						92
					93						93
					94						94
					95						95
					96						96
					97						97
					98						98
					274						274
					275						275
					276						276
					277						277
					278						278
					279						279
					280						280
					281						281
					282						282
					283						283
					284						284
					285						285
					286						286

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Prk	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Prk	Sec	Plan	Vol	Lot
					287						287
					288						288
					289						289
					290						290
					291						291
					292						292
					293						293
					294						294
					295						295
					296						296
					297						297
					298						298
					299						299
					300						300
					301						301
					302						302
					303						303
					304						304
					305						305
ARGENTEUIL		CN	321 à 322		306	ARGENTEUIL		CN	322		306
					307						307

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
					308						308
					309						309
					310						310
					311						311
					312						312
					313						313
					314						314
					315						315
					316						316
					317						317
					318						318
					319						319
					320						320
					321						321
					322						322
					323						323
					324						324
					325						325
					326						326
					327						327
					328						328
					329						329

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 2 de la formule 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation					Nouvelle désignation						
Commune	Pix	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pix	Sec	Plan	Vol	Lot
	330										330
					331						331
					332						332
					333						333
					334						334
					335						335
					336						336
					337						337
					338						338
					339						339
					340						340
					341						341
					342						342
					343						343
					344						344
					345						345
					346						346
					347						347
					348						348
					349						349
					350						350
					351						351

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 2 de la formalité 2010P2782 : TABLEAU DE CONCORDANCE

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
					352						352
					353						353
					354						354
					355						355
					356						356
					357						357
					358						358
					359						359
					360						360
					361						361
					362						362
					363						363
					364						364
					365						365
					366						366
					367						367
					368						368
					369						369
					370						370
					371						371

Disposition n° 3 de la formalité 2010P2782 : MODIFICATIF D'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Disposants			
Numero	Désignation des Personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'ARGENTEUIL BEZONS		279 500 011
2	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SITUÉ 4 A 38 PLACE DES CANUTS BÂTIMENT U ARGENTEUIL		
Immeubles			
Commune	Désignation Cadastreale	Volume	Lot
ARGENTEUIL	CN 322		1 à 98 274 à 371

Complément : Scission de la copropriété cadastrée CN 321 et CN 322 après retrait de la parcelle CN321
La copropriété nouvellement cadastrée CN 322 est constituée des lots 1 à 98 et 274 à 371
Tantèmes exprimés en 3590èmes

Disposition n° 4 de la formalité 2010P2782 : RETRAIT D'ASSIETTE SUIVE A SCISSION

Disposant, Donateur					
Numero	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
2	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SITUÉ 4 A 38 PLACE DES CANUTS BÂTIMENT U ARGENTEUIL				
Bénéficiaire, Donataire					
Numero	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
1	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'ARGENTEUIL BEZONS		279 500 011		
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	ARGENTEUIL	CN 321		

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domancier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 0 EUR

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1967 AU 17/07/2017

Disposition n° 4 de la formalité 2010P2782 : RETRAIT D'ASSIETTE SUIVE A SCISSION

Complément : Annulation pure et simple des lots 99 à 273 et 372 à 546 et retrait de terrain d'assiette Argenteuil CN 321

N° d'ordre : 18	Date de dépôt : 07/10/2011	Référence d'enlèvement : 2011V3265	Date de l'acte : 03/10/2011
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE			
Rédacteur : SCP PARIS huissiers / ARGENTEUIL			
Domicile élu : LE PLESSIS BOUCHARD, cabinet de Me ADANI			

Disposition n° 1 de la formalité 2011V3265 :

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité			
Numéro	Désignation des personnes				
	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS 4/38 PLACE DES CANUTS ARGENTEUIL				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	KAMAL ASEKARAM	31/03/1980			
2	VARATHAN	19/09/1973			
Immeubles					
Prop. Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ARGENTEUIL	CN 322		41 314

Montant Principal : 6.239,48 EUR
Date extrême d'effet : 03/10/2021

Complément : En vertu de l'article 19 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 et de l'assignation délivrée par le SCP PARIS PAJOLE GUEIDIER, Huissiers de Justice à Argenteuil en date du 2/08/2011.

N° d'ordre : 19	Date de dépôt : 20/01/2017	Référence d'enlèvement : 2017V154	Date de l'acte : 21/12/2016
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE			
Rédacteur : M DOUCEDAME huissier / MONTLHERY			
Domicile élu : PLESSIS-BOUCHARD au Cabinet d'avocat de Me ADANI			

Disposition n° 1 de la formule 2017V154 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES DE L'IMMEUBLE SIS 4/14 PLACE DES CANTUS A ARGENTEUIL				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	KAMALASEKARAM	31/03/1980			
2	VARATHAN	19/09/1973			
Immeubles					
Prop. Imm/Conte	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Valeur	Lot
		ARGENTEUIL	CN 322		41
					314

Montant Principal : 10.171.21 EUR

Date extrême d'effet : 13/01/2027

Complément : En vertu de l'assignation délivrée par la SCP DOUCEDAME, SALMON ET FRANQUEVILLE, Huissiers de Justice associés à MONTLHERY des 07 et 21/12/2016.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 18/07/2017 AU 22/09/2017

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituant "Prop. Imm/Conte"/Bénéficiaires/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
22/09/2017 D08798	COMM/ANDEMENT VALANT SAISIE M MANCEAU, Huissier LONGJumeau	28/07/2017	CREDIT FONCIER DE FRANCE VARATHAN / KAMALASEKARAM	S00068

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 46 pages y compris le certificat.



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CERGY-PONTOISE 4
2, avenue Bernard-HIRSCH
95093 CERGY CEDEX
Téléphone : 0130757349
Télécopie : 0130757394
Mél. : spf.cergy-pontoise4@dgfip.finances.gouv.fr

Maître BUISSON
29 RUE PIERRE BUTIN
Bp 6
95300 PONTOISE

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de l'Idgi pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

**MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS**

Date : 25/09/2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2017F2926

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1967 au 22/09/2017

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
18	ARGENTEUIL	CN 322		41 (A)
				314 (A)
				(A)

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 05/12/2001	références d'enlissement : 2001S81	Date de l'acte : 26/10/2001
	nature de l'acte : COMMANDEMENT VALANT SAISIE		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 30/01/2002	références d'enlissement : 2002D1056	Date de l'acte : 21/01/2002
	nature de l'acte : MENTION EN MARGE D'INSCRIPTION OU DE SAISIE de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol 2001S N° 81		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 30/01/2002	références d'enlissement : 2002D1057	Date de l'acte : 21/01/2002
	nature de l'acte : MENTION EN MARGE D'INSCRIPTION OU DE SAISIE de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol 2001S N° 81		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 08/08/2002	références d'enlissement : 2002P3913	Date de l'acte : 11/04/2002
	nature de l'acte : ADJUDICATION SUR SAISIE VOL 2001S 81		
N° d'ordre : 5	date de dépôt : 08/08/2002	références d'enlissement : 2002D8014	Date de l'acte : 11/04/2002
	nature de l'acte : MENTION EN MARGE DE SAISIE SUITE A PV D'ADJUDICATION de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol		

2001S N° 81

2001S N° 81			
N° d'ordre : 6	date de dépôt : 16/09/2003 nature de l'acte : VENTE	références d'enlèvement : 2003P4355	Date de l'acte : 18/07/2003
N° d'ordre : 7	date de dépôt : 17/11/2003 nature de l'acte : VENTE	références d'enlèvement : 2003P5362	Date de l'acte : 30/09/2003
N° d'ordre : 8	date de dépôt : 17/11/2003 nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRÊTEUR DE DENIERS	références d'enlèvement : 2003V2527	Date de l'acte : 30/09/2003
N° d'ordre : 9	date de dépôt : 05/10/2005 nature de l'acte : RADIATION DE SAISIE de la formalité initiale du 05/12/2001 Vol 2001S N° 81	références d'enlèvement : 2005D8940	Date de l'acte : 20/06/2005
N° d'ordre : 10	date de dépôt : 05/10/2005 nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 15/01/1992 Vol 1992V N° 119	références d'enlèvement : 2005D8941	Date de l'acte : 20/06/2005
N° d'ordre : 11	date de dépôt : 05/10/2005 nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 11/01/1999 Vol 1999V N° 45	références d'enlèvement : 2005D8942	Date de l'acte : 20/06/2005
N° d'ordre : 12	date de dépôt : 21/03/2007 nature de l'acte : VENTE	références d'enlèvement : 2007P1334	Date de l'acte : 16/02/2007

N° d'ordre : 13	date de dépôt : 21/03/2007 nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS	références d'enlissement : 2007V709	Date de l'acte : 16/02/2007
N° d'ordre : 14	date de dépôt : 21/03/2007 nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS	références d'enlissement : 2007V710	Date de l'acte : 16/02/2007
N° d'ordre : 15	date de dépôt : 17/11/2009 nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTREN° 5233F	références d'enlissement : 2009P4106	Date de l'acte : 28/10/2009
N° d'ordre : 16	date de dépôt : 23/03/2010 nature de l'acte : RADIATION SIMPLIFIEE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 17/11/2003 Vol 2003V N° 2527	références d'enlissement : 2010D2524	Date de l'acte : 09/02/2010
N° d'ordre : 17	date de dépôt : 29/06/2010 nature de l'acte : MODIFICATIF D'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION	références d'enlissement : 2010P2782	Date de l'acte : 12/03/2010
N° d'ordre : 18	date de dépôt : 07/10/2011 nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE	références d'enlissement : 2011V3265	Date de l'acte : 03/10/2011
N° d'ordre : 19	date de dépôt : 20/01/2017 nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE	références d'enlissement : 2017V154	Date de l'acte : 21/12/2016



CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : H 13 422
 Déposé le : 22/09/2017
 Références du dossier : S 68

Demande de copie de documents ⁽¹⁾
 (pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE

A compléter éventuellement dans le cadre d'une demande complémentaire de formalité faisant suite à une demande de renseignements.

N° _____ déposée le 22/09/2017

Références du dossier : CFE/VARATHAN

Service de dépôt : 4ème bureau Cergy

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR ⁽²⁾

M BUISSON & ASSOCIES

Avocats


28 rue Pierre Butin

95300 PONTOISE

Adresse courriel ⁽³⁾ : _____

Téléphone : 01.34.20.15.62

A Pontoise, le 20/09/2017

Signature 

COPIE

Copie des documents :

- nombre de bordereaux d'inscriptions demandés : _____ x 6 € = _____ €

- nombre d'états descriptifs de division, de modificatifs ou de règlements de copropriété demandés : _____ x 30 € = _____ €

- autres documents demandés : _____ x 15 € = _____ €

Frais de renvoi = _____ €

règlement joint compte usager

TOTAL = 0,00 €

MODÈLE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration)

numéraire
 chèque ou C.D.C.
 mandat
 virement
 utilisation du compte d'usager : _____

QUITTANCE : _____

AVERTIR DES BÉNÉFICIAIRES DES DEMANDES

Le service de la publicité foncière est requis de délivrer un(e) :

copie
 demande spéciale prévue par le § 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

des documents ou formalités désignés ci-après.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation de l'immeuble pour lesquels les documents sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

97N

I
N
S
C
R
I
P
T
I
O
N

Bordereau d'inscription

BUREAU DES HYPOTHÈQUES	2007 D.N° 2600 PRPD	Date : 21/03/2007 Volume : 2007 V N° 709
DROITS : Néant		

EFFET JUSQU'AU : PRPD 018 Hypp 242000 €	TRONC Salaire : 12,00 EUR	TAXE Droits : Néant
ACCESSOIRES :	SALAIRES :	TOTAL
TOTAL	TOTAL	TOTAL

INSCRIPTION DE PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS	<input type="checkbox"/> l'échéance <input checked="" type="checkbox"/> la dernière échéance
AYANT EFFET JUSQU'AU SIX FÉVRIER DEUX MIL VINGT NEUF	<input checked="" type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future

EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :

DOMICILE ÉLU

ARGENTEUIL , en l'étude de Maître Jean-Pierre BEAUCHAIS , notaire audit lieu.

EN VERTU DE TITRE DU CREANCIER
1°/- Les Articles 2103.2° et 2108 du Code Civil.
2°/- L'acte reçu par Me Jean-Pierre BEAUCHAIS Notaire à ARGENTEUIL le 16 février 2007 portant vente des IMMEUBLES GREVES et quittance de tout ou partie du prix payé au moyen de deniers fournis par un tiers dans cet acte.

AU PROFIT DE CREANCIER
La Société dénommée CREDIT FONCIER DE FRANCE, Société Anonyme
Au capital de 527.344.031,50 Euros,
Dont le siège social est à PARIS 75001 (1er arrondissement), 19 Rue des Capucines,
Identifiée au Répertoire National des Entreprises et des Etablissements sous le numéro 542 029 848 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

CREANCIER

CONTRE : PROPRIETAIRE GREVE

Monsieur Subramaniam VARATHAN, Cuisinier, demeurant à CHILLY MAZARIN (Essonne), 11 rue d'Athis,

RENOIS :

Le soussigné, Maître Jean-Pierre BEAUCHAIS

Certifie conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur QUATRE feuilles et approuvé sans renvoi et sans mot nul.

Il certifie également que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le présent bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance (art. 2148 al.3 7° nouveau du Code Civil), et que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée.

A ARGENTEUIL le 23 février 2007



PARTIE RESERVEE AU CONSERVATEUR

07 N



I
N
S
C
R

Bordereau d'inscription

BUREAU DES HYPOTHÈQUES	2007 D° N° 2601 PRPD	Date : 21/03/2007 Volume : 2007 V N° 710
DROITS : Néant		

EFFET JUSQU'AU : PRPD 018 hysm 113700 €	PRINCIPAL : Salaires : 57,00 EUR	TAXES : Droits : Néant
ACCESSOIRES :	SALAIRES :	SALAIRES :
TOTAL	TOTAL	TOTAL

INSCRIPTION DE PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS	<input type="checkbox"/> l'échéance <input checked="" type="checkbox"/> la dernière échéance
AYANT EFFET JUSQU'AU SIX FÉVRIER DEUX MIL TRENTÉ HUIT	<input checked="" type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future

EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À : DOMICILE ÉLU

ARGENTEUIL , en l'étude de Maître Jean-Pierre BEAUCHAIS , notaire audit lieu.

EN VERTU DE TITRE DU CREANCIER
1°/- Les Articles 2103.2° et 2108 du Code Civil.
2°/- L'acte reçu par Me Jean-Pierre BEAUCHAIS Notaire à ARGENTEUIL le 16 février 2007 portant vente des IMMEUBLES GREVES et quittance de tout ou partie du prix payé au moyen de deniers fournis par un tiers dans cet acte.

AU PROFIT DE CREANCIER
La Société dénommée CREDIT FONCIER DE FRANCE, Société Anonyme
Au capital de 527.344.031,50 Euros,
Dont le siège social est à PARIS 75001 (1er arrondissement), 19 Rue des Capucines,
Identifiée au Répertoire National des Entreprises et des Etablissements sous le numéro 542 029 848 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.
CREANCIER

CONTRE : PROPRIETAIRE GREVE
Monsieur Subramaniam VARATHAN, Cuisinier, demeurant à CHILLY MAZARIN (Essonne), 11 rue d'Athis,

I
N
S
C
R
I
P
T
I
O
N

Né à PUNGUDUTIVU (Sri Lanka) le 19 septembre 1973.
Célibataire,

Mademoiselle Dayana KAMALASEKARAM, Serveuse, demeurant à
CHILLY MAZARIN (Essonne), 11 rue d'Athis,
Née à JAFFNA (Sri Lanka) le 31 mars 1980.
Célibataire,

DEBITEURS SOLIDAIRES

SUR

IMMEUBLE GREVE

- Sur la Commune d'ARGENTEUIL (Val d'Oise),
Dans un immeuble en copropriété sis 4 à 38 Place des Canuts et 3 à 39
Allée Ronsard,

Figurant au cadastre de la manière suivante :
Section CN numéro 121 lieudit "4 place des canuts" pour une contenance
de 00 ha 40 a 30 ca,
Dénommé MONTIGNY

LE LOT N° : QUARANTE ET UN (41)

LE LOT N° : TROIS CENT QUATORZE (314)

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION - REGLEMENT DE
COPROPRIETE

L'immeuble sus-désigné a fait l'objet d'un Etat descriptif de Division et
Règlement de Copropriété établi, aux termes d'un acte reçu par Maître AGIER,
Notaire à PARIS, le 30 Avril 1969, publié au Quatrième bureau des Hypothèques
de PONTOISE le 20 juin 1969 volume 7144 numéro 2, modifié aux termes d'un
acte reçu par Maître AGIER, Notaire à PARIS, le 27 mai 1969, le tout publié au
troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES, le 20 juin 1969, volume
7145 numéro 1

APPARTENANT A :

EFFET RELATIF

Le débiteur en vertu de l'acte susvisé dont la publication est requise en même
temps que celle du présent bordereau.

POUR SURETE DE :

CREANCE GARANTIE

- La somme de QUATRE-VINGT QUATORZE MILLE
SEPT CENT CINQUANTE EUROS

Ci 94.750,00 EUR

Représentant le principal de la créance.

- Tous accessoires comprenant les sommes dues pour
frais de renouvellement d'inscription, pour indemnité en
en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant
terme, les frais de poursuites, de mise à exécution pour
obtenir le paiement, les indemnités, dommages et intérêts
pouvant être dûs en cas de procédure commencée par la
faute du débiteur.

Evalués à Euros 18.950,00 EUR

- Les intérêts conservés par la loi Mémoire

TOTAL à inscrire sauf mémoire 113.700,00 EUR
- Périodicitémensuelle
- Echéance ou dernière échéance : .6 février 2037
- Intérêt annuel de4,15%
- A compter du6 mars 2007

PRECISIONS IMPOSEES PAR DES DISPOSITIONS PARTICULIERES

Délivrance de copie exécutoire à ordre

Conformément aux dispositions des articles 3 et suivants de la loi n°76-519 du 15 juin 1976, une copie exécutoire à ordre est délivrée.

RENOIS :

Le soussigné, Maître Jean-Pierre BEAUCHAIS

Certifie conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur QUATRE feuilles et approuve sans renvoi et sans mot nul.

Il certifie également que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le présent bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance (art. 2148 al.3 7° nouveau du Code Civil), et que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée.

A ARGENTEUIL, le 23 février 2007



PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

CONTRE :

Monsieur Subramaniam VARATHAN, né le 19 septembre 1973 à PUNGUDUDIVU (SRI LANKA), de nationalité sri lankaise, célibataire, et Mademoiselle Dayana KAMALASEKARAM, née le 31 mars 1980 à JAFFNA (SRI LANKA), célibataire, de nationalité sri lankaise, demeurant ensemble 10 Place des Canuts (95100) ARGENTEUIL, débiteurs solidaires. /

SUR :

Les biens immobiliers sis sur la Commune d'ARGENTEUIL (95100), 10 Place des Canuts, cadastrés section CN n° 322, lots n° 41 et 314, ayant fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division établis aux termes d'un acte reçu par Maître AJIER, Notaire à PARIS, le 30 avril 1969, modifié le 27 mai 1969, publié le 20 juin 1969, volume 7144 n° 2 et 7145 n° 1, d'un procès-verbal du cadastre du 1^{er} mars 1974, publié le 8 mars 1974, volume 8906, d'un procès-verbal du cadastre n° 5233 F du 28 octobre 2009, publié le 17 novembre 2009, volume 2009 P 4106 et modifié suivant acte reçu par Maître BOUTON, Notaire à PANTIN, le 12 mars 2010, publié le 29 juin 2010, volume 2010 P n° 2782.

APPARTENANT A :

Lesdits biens immobiliers appartiennent à Monsieur Subramaniam VARATHAN et Mademoiselle Dayana KAMALASEKARAM, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite en vertu de l'acte reçu par Maître Jean Pierre BEAUCHAIS, Notaire associé à ARGENTEUIL, le 16 février 2007, publié le 21 mars 2007, volume 2007 P n° 1334.

POUR SURETE

Conservation et avoir paiement de sa créance limitée dans ladite assignation en principal, intérêts et frais à la somme de 6.239,48 € (Six mille deux cent trente neuf euros et quarante huit centimes)

CERTIFICATIONS

Le soussigné, Maître Bruno ADANI, SELARL ADANI, Avocat au Barreau du Val d'Oise, 13 rue Théodule Villeret (95130) LE PLESSIS BOUCHARD, certifie exactement collationnés conformés entre eux, les deux exemplaires du présent bordereau, établi sur quatre pages, et approuve ni renvoi ni mot nul.

Il certifie également que l'identité complète des parties telle qu'elle est indiquée dans le présent document, lui a été régulièrement justifiée et que le montant du capital de la créance garantie n'est pas supérieur à celui figurant dans l'assignation délivrée par la SCP PARIS PAJOLE GUEIDIER, Huissiers de Justice Associés à ARGENTEUIL, en date du 2 août 2011.

Fait au PLESSIS BOUCHARD, le 2 octobre 2011
SELARL ADANI

Avocat au Barreau du Val d'Oise
13, Rue Théodule Villeret
95130 LE PLESSIS BOUCHARD
Tél. 01.34.44.20.40 - Fax 01.34.44.20.41

REPRODUCTION INTERDITE



DROITS : Néant

CSI : 8,00 EUR

Droits : Néant

BORDEREAU D'INSCRIPTION

Service de la publicité foncière		Dépôt	Date		
			Vol.	N°	
Effet jusqu'au :	Principal :		€	Taxes :	
	Accessoires :		€	CSI ⁽¹⁾ :	
	Total		€	Total	
Inscription <u>D'HYPOTHEQUE LEGALE</u>				<input type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance <input type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
Ayant effet jusqu'au <u>TREIZE JANVIER DEUX MILLE VINGT SEPT</u>					
Est requise avec élection de domicile à :				DOMICILE ÉLU	
Maître Bruno ADANI, SELARL ADANI, Avocat au Barreau du Val d'Oise, 13 rue Théodule Villeret (95130) LE PLESSIS BOUCHARD.					
En vertu de :				TITRE DU CRÉANCIER	
L'article 19 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 et de l'assignation délivrée par la SCP DOUCEDAME SALMON ET FRANQUEVILLE, Huissiers de Justice associés à MONTLHERY, en dates des 7 et 21 décembre 2016.					
Au profit de :				CRÉANCIER	
Le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 4/14 Place des Canuts (95100) ARGENTEUIL, représenté par son Syndic, la Société FONCIA MARCEAU, Agence FONCIA DUPONT DELAL, SAS au capital de 94.000 €, immatriculée au RCS NANTERRE sous le n° 433 596 103, dont le siège social est sis 67 avenue Marceau (92415) COURBEVOIE CEDEX, elle-même agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège					

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Contre :

PROPRIÉTAIRE GREVÉ

Monsieur Subramanyam VARATHAN, né le 19 septembre 1973 à PUNGUDUDIVU (SRI LANKA), de nationalité sri lankaise, célibataire, demeurant 29 domaine du Château (91380) CHILLY MAZARIN, et Mademoiselle Dayana KAMALASEKARAM, née le 31 mars 1980 à JAFFNA (SRI LANKA), célibataire, de nationalité sri lankaise, demeurant ensemble 5 rue des Hortensias (91380) CHILLY MAZARIN, débiteurs solidaires.

Sur :

IMMEUBLE GREVÉ

Les biens immobiliers sis sur la commune d'ARGENTEUIL (95100), 10 Place des Canuts, cadastrés section CN n° 322, lots n° 41 et 314, ayant fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division établis aux termes d'un acte reçu par Maître AJIER, Notaire à PARIS, le 30 avril 1969, modifié le 27 mai 1969, publié le 20 juin 1969, volume 7144 n° 2 et 7145 n° 1, d'un procès-verbal du cadastre du 1er mars 1974, publié le 8 mars 1974, volume 8906, d'un procès-verbal du cadastre n° 5233 F du 28 octobre 2009, publié le 17 novembre 2009, volume 2009 P n° 4106 et modifié suivant acte reçu par Maître BOUTON, Notaire à PANTIN, le 12 mars 2010, publié le 29 juin 2010, volume 2010 P n° 2782.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS

CERTIFICATIONS

(montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité de ou des propriétaires)

Le soussigné, Maître Bruno ADANI, SELARL ADANI, Avocat au Barreau du Val d'Oise, 13 rue Théodule Villeret (95130) LE PLESSIS BOUCHARD, certifie exactement collationnés conformes entre eux, les deux exemplaires du présent bordereau, établi sur quatre pages, et approuve ni renvoi ni mot nul.

Il certifie également que l'identité complète des parties telle qu'elle est indiquée dans le présent document, lui a été régulièrement justifiée et que le montant du capital de la créance garantie n'est pas supérieur à celui figurant dans l'assignation délivrée par SCP DOUCEDAME SALMON ET FRANQUEVILLE, Huissiers de Justice associés à MONTLHERY, en dates des 7 et 21 décembre 2016.

À LE PLESSIS BOUCHARD....., le 13/01/2017

(signature et cachet)

PARTIE RÉSERVÉE AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE